

GUIDE DE CAMPAGNE PLAIDOYER MUNICIPALES 2026



LES COMMUNES, C'EST NOUS AUSSI !

POUR DES POLITIQUES MUNICIPALES CONSTRUITES
AVEC LES JEUNES



Retrouvez tous les outils et suivez toute cette campagne sur notre site et nos réseaux sociaux !



www.crajep hdf.org/campagne-de-plaidoyer-municipales-2026/



@crajep hdf

Avant propos :

En 2026, les élections municipales représenteront un moment politique majeur. À l'échelle locale, les décisions prises influencent directement la vie des jeunes : accès au logement, à l'éducation, à la culture, à la mobilité, à l'espace public, à l'engagement. Pourtant, les jeunesses restent trop souvent absentes des débats, marginalisées dans les priorités, rarement consultées, encore moins associées aux décisions.

Face à ce constat, le CRAJEP Hauts-de-France et son réseau ont souhaité construire une campagne de plaidoyer, ancrée dans les réalités locales et portée collectivement. Ce guide en est l'outil principal. Il vise à accompagner les structures d'éducation populaire pour faire vivre cette campagne sur les territoires, aux côtés des jeunes et avec eux.

Ce guide a un double objectif. Il permet d'abord de diffuser largement les propositions politiques portées par notre réseau pour des communes plus justes, solidaires et construites avec les jeunes. Il propose aussi des ressources concrètes pour aider les structures à entrer en action : activités pour recueillir la parole des jeunes, outils pour valoriser leurs propositions, modèles de courriers pour interpeller les candidat-es, idées d'animation pour organiser un débat, supports de communication adaptés aux réalités locales.

Pensé comme un levier de mobilisation, ce guide est aussi un outil d'appropriation. Il doit permettre à chaque structure, quels que soit sa taille ou son ancrage, de se saisir de la campagne, de la faire vivre à son échelle, et de contribuer à porter la voix des jeunes dans l'espace public. À vous de vous emparer de ce guide. À nous de faire des communes un terrain d'émancipation et de démocratie vivante.

Table des Matières

Avant-propos.....	3
Introduction.....	5
Edito.....	
Le plaidoyer, Kézako ?.....	
La démarche plaidoyer au CRAJEP.....	
Nos propositions.....	11
L'engagement.....	
L'éducation.....	
La justice sociale.....	
Santé.....	
Logement.....	
Mobilité.....	
Numérique.....	
Environnement.....	
Vivre ensemble.....	
La boîte à outils.....	18

1. De la parole à la proposition.....	21
Le photolangage.....	
La frise de parcours.....	
Le porteur de parole.....	
Le conseil municipal jeunes.....	
2. Valoriser et communiquer.....	30
Le flyer des propositions.....	
Le carrousel réseaux sociaux.....	
La cartographie.....	
3. Interpeller les candidat·es.....	33
Courrier d'interpellation.....	
Communiqué de presse.....	
4. Débat public.....	36
Le déroulé.....	
Les questions.....	
La charte d'engagement.....	



ÉDITO : En 2026, faire des communes un territoire d'émancipation pour les jeunes.

La jeunesse n'est pas une urgence passagère. Elle est un enjeu politique majeur, un miroir des fractures de notre société, mais aussi une source d'énergie, d'idées et de transformation. Pourtant, dans les discours comme dans les actes, elle reste trop souvent reléguée au second plan, réduite à une catégorie uniforme, convoquée pour incarner l'avenir, rarement impliquée dans le présent.

Crise écologique, inflation, isolement, explosion des troubles de santé mentale, discriminations systémiques, précarisation des parcours de vie : les jeunes affrontent une accumulation de difficultés qui pèsent sur leur capacité à se projeter, à agir, à prendre part pleinement à la vie démocratique. Dans les quartiers populaires, dans les campagnes isolées, dans les espaces où les services publics se retirent, ces réalités se renforcent et se croisent.

Mais les jeunes ne sont pas inactifs. Au contraire, ils et elles expérimentent de nouvelles formes d'engagement, s'organisent, inventent des alternatives, occupent des espaces souvent laissés vacants par les institutions. Leur implication est multiple : écologique, sociale, numérique, artistique, associative, collective. Cette énergie, il faut la reconnaître, la soutenir, la relier aux politiques publiques. Et pour cela, encore faut-il leur ouvrir les portes, les écouter vraiment, et surtout, co-construire avec eux.

Les communes sont le premier maillon de la démocratie. Ce sont elles qui aménagent les territoires, gèrent les équipements, financent les projets, animent la vie locale, et peuvent ou non créer les conditions de l'émancipation. Logement, mobilité, accès aux droits, lieux d'engage-

ment, transition écologique, culture, citoyenneté : les communes agissent sur tout ce qui permet aux jeunes de vivre dignement, de s'exprimer, de participer, de s'émanciper.

Mais cela suppose un changement de regard et de pratiques. Il ne s'agit plus de faire « pour » les jeunes, mais avec eux. Car les politiques publiques ne sont efficaces que lorsqu'elles sont partagées, discutées, nourries par les personnes concernées. Et les politiques jeunesse ne relèvent pas d'un secteur isolé ou d'une délégation unique : elles traversent l'ensemble des champs de l'action municipale. Elles doivent être portées transversalement, avec ambition, cohérence et détermination.

Le CRAJEP Hauts-de-France défend une vision constructive de la participation des jeunes. Nous croyons à la démocratie réelle, à la capacité des jeunes à formuler des propositions, à débattre, à décider. Nous croyons que les communes doivent être des espaces d'apprentissage et d'exercice du pouvoir d'agir. Et nous pensons que les associations d'éducation populaire ont un rôle essentiel à jouer pour accompagner cette dynamique, en lien étroit avec les collectivités.

Ce guide de campagne a été pensé pour cela. Pour outiller, inspirer, accompagner les structures locales dans leur engagement pour une commune plus juste, plus inclusive, plus démocratique. Il permet de diffuser nos propositions politiques, de recueillir la parole des jeunes, d'interpeller les candidat-es, d'organiser des débats et de porter une vision politique partagée.

En 2026, nous avons une opportunité : faire entendre la voix des jeunes comme une force de transformation. Pour qu'enfin, les communes soient à leur image : diverses, vivantes, engagées.



Le plaidoyer, Kézako ?

Le plaidoyer est un levier d'action essentiel pour toute organisation ou collectif qui souhaite transformer durablement les politiques publiques et défendre les droits, les intérêts ou les besoins d'une communauté. Il ne s'agit pas seulement de sensibiliser ou de communiquer : le plaidoyer vise à influencer les décisions politiques, économiques et sociales, en agissant auprès de celles et ceux qui détiennent le pouvoir.

Une démarche structurée :

Un plaidoyer efficace repose sur une stratégie claire, structurée en six grandes étapes :

1. **Analyser le contexte et le problème** : comprendre les causes, les cadres existants, et les opportunités de changement (crise, réforme, mobilisation citoyenne...).
2. **Définir les objectifs** : fixer des objectifs spécifiques, réalistes et hiérarchisés, qui traduisent un changement politique concret à atteindre.
3. **Analyser les rapports de pouvoir** : cartographier les parties prenantes (allié·e·s, indécis·es, opposant·e·s), mesurer leur influence, et anticiper les freins et leviers d'action.
4. **Identifier les cibles et les alliances** : distinguer les décideurs directs (cibles de 1er niveau) et leurs influenceurs (2nd niveau), et s'entourer d'allié·e·s crédibles.
5. **Maîtriser le calendrier politique** : repérer les temps forts du processus décisionnel pour intervenir au bon moment avec le bon message.
6. **Choisir les actions de plaidoyer** : mobiliser des outils adaptés selon les contextes : expertise, campagne publique, plaidoyer institutionnel, actions de terrain, etc.

Une diversité d'approches :

Il n'existe pas une seule manière de faire du plaidoyer. Les approches varient selon le niveau d'intervention (local, national, international), la posture choisie (négociation, co-construction, confrontation...), ou encore la légitimité revendiquée (expertise technique, légitimité communautaire, représentation citoyenne...). Chaque acteur doit définir son propre positionnement stratégique en fonction de ses valeurs, de ses capacités et de son environnement.

Un objectif : transformer les politiques pour changer les vies :

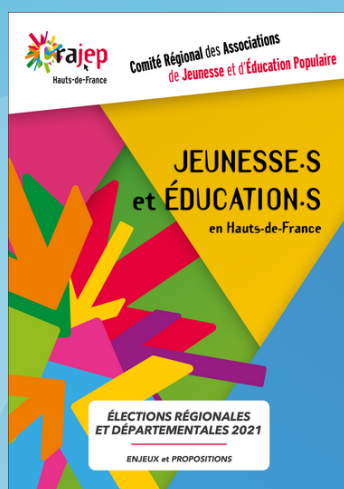
Faire du plaidoyer, ce n'est pas seulement produire un discours : c'est viser un impact concret sur les conditions de vie des personnes concernées. Il s'agit d'inscrire des problématiques souvent invisibilisées à l'agenda public, de porter des solutions construites avec et pour les première-s concerné-es, et de maintenir la pression pour obtenir des changements durables. Le plaidoyer permet aussi de renforcer le pouvoir d'agir des acteurs de la société civile et de redonner une voix à celles et ceux qui en sont trop souvent privés.

Dans un contexte où les défis sociaux, environnementaux et démocratiques sont immenses, le plaidoyer est plus que jamais un outil d'engagement et de transformation, que nous devons continuer à partager, à transmettre et à faire vivre collectivement.



La démarche plaidoyer au CRAJEP Hauts-de-France : Une dynamique en construction continue

Bien avant la création du CRAJEP Hauts-de-France en tant que structure unifiée, les deux entités fondatrices, le CRAJEP Nord-Pas-de-Calais et le CRAJEP Picardie, avaient déjà amorcé une dynamique de plaidoyer. Chacune à leur manière, elles avaient produit des documents de positionnement politique et mené des réflexions collectives sur les enjeux de jeunesse et d'éducation populaire. C'est également dans cette période qu'est né « Bouge ta région », un événement de participation citoyenne des jeunes, ancré dans le territoire, et qui deviendra plus tard le dispositif régional de Dialogue Structuré Provox Hauts-de-France.



L'année 2020 marque un tournant important dans la structuration de cette démarche. Face à la complexité des enjeux et à la nécessité de renforcer leur capacité d'influence, les membres du CRAJEP ont souhaité se doter d'outils concrets et communs pour faire évoluer leurs pratiques. Une première formation en plaidoyer est alors organisée avec le cabinet 6PM, avec pour ambition de monter en compétences collectivement. Ce travail a rapidement trouvé

un débouché concret : la mise en œuvre d'une campagne de plaidoyer coordonnée pour les élections régionales et départementales de 2021, puis pour les élections législatives de 2022. Ces campagnes ont permis de poser les fondations d'une culture commune du plaidoyer dans le réseau, en articulant expertise de terrain, expression des jeunes et interpellation politique. En 2023, le CRAJEP Hauts-de-France franchit une nouvelle étape avec l'adoption de son projet

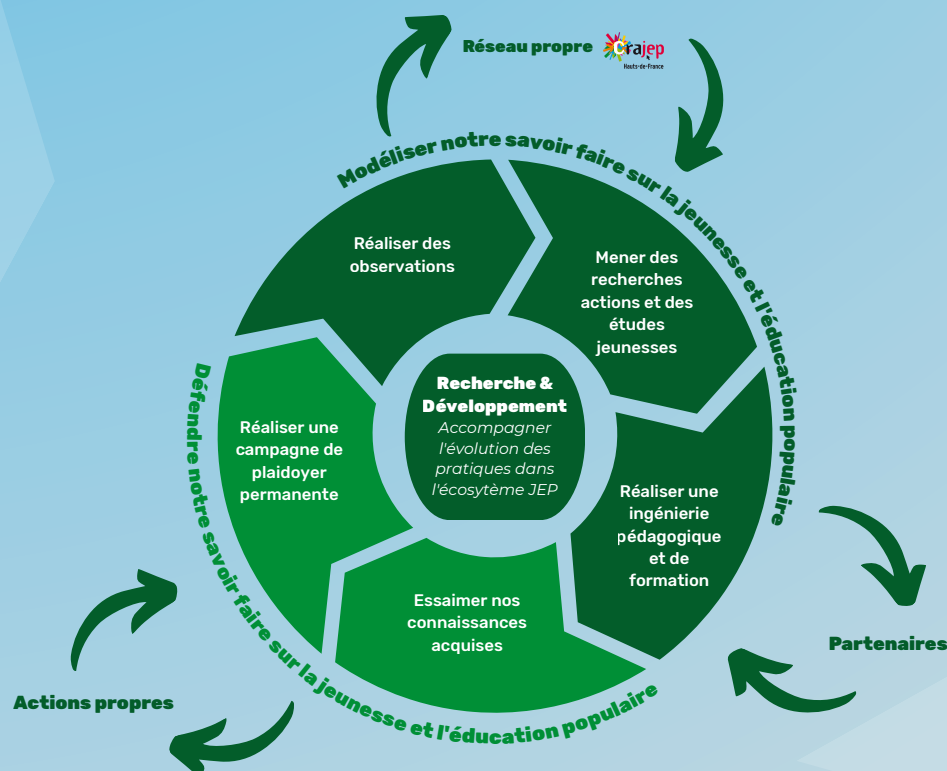


stratégique 2023-2026. Conscient de la nécessité d'inscrire cette dynamique dans la durée et de la renforcer, le CRAJEP choisit de faire du plaidoyer un axe central de son action en créant une nouvelle orientation stratégique : l'axe Recherche et Développement.

Cet axe s'organise autour de deux jambes complémentaires :

- D'un côté, l'observation, qui permet de modéliser notre savoir-faire, en produisant une expertise objectivée à partir d'enquêtes, d'analyses et de collaborations avec le milieu universitaire, mais aussi en écoutant les vécus des jeunes et des acteurs de terrain.
- De l'autre, le plaidoyer, conçu comme une manière de défendre collectivement ce savoir-faire, en co-construisant des propositions politiques avec les jeunes et les mouvements d'éducation populaire, pour les porter de manière stratégique auprès des décideur·euse·s public·ques

Ce double mouvement, entre connaissance du terrain et capacité à influencer sur les politiques publiques, incarne l'ambition du CRAJEP Hauts-de-France : faire du plaidoyer non pas un simple outil de communication, mais un véritable levier de transformation sociale, porté par les jeunes eux-mêmes et au service de l'intérêt général.





NOS PROPOSITIONS

Les propositions portées par le CRAJEP Hauts-de-France

Les propositions réunies dans cette partie sont le fruit d'un travail collectif mené au sein du CRAJEP Hauts-de-France, en lien avec les structures membres de notre réseau. Elles s'inscrivent dans la continuité de nos précédentes campagnes de plaidoyer et traduisent notre volonté de faire des communes un levier de transformation sociale à la hauteur des enjeux que vivent les jeunes.

Ces propositions ne prétendent pas tout couvrir. Elles ne sont ni des promesses électorales, ni des projets de mandat clés en main. Elles visent à ouvrir des pistes de réflexion, nourrir les échanges locaux, outiller les structures associatives et interpeller les candidat·es. Elles affirment des priorités, en cohérence avec les valeurs de l'éducation populaire : émancipation, solidarité, co-construction, participation réelle. Chaque proposition est structurée par thématique (éducation, santé, logement, justice sociale, engagement, environnement, etc.) et organisée selon les compétences municipales, pour faciliter leur appropriation par les acteur·rices locaux.

Elles peuvent être utilisées de multiples façons : comme base pour un courrier d'interpellation, comme support pour un débat public, comme document à remettre à une liste candidate, ou comme outil de discussion dans une instance jeunesse.

En portant ces propositions, nous affirmons une vision politique forte : les politiques jeunesse ne doivent pas être à la marge des programmes municipaux mais elles doivent en être le socle. Et cette jeunesse que l'on évoque trop souvent sans elle, doit être pleinement associée à leur construction.

**Téléchargez la synthèse sur
notre site :
www.crajep hdf.org/campagne-de-plaidoyer-municipales-2026/**



L'ENGAGEMENT



Nos propositions

- 1 Créer ou soutenir des espaces de participation informels et hybrides (tiers-lieux, conseils de jeunes, maisons des jeunes, parcours d'engagement volontaire avec le BAFA...).
- 2 Soutenir les initiatives citoyennes locales portées par les jeunes (financement de micro-projets, accompagnement méthodologique...).
- 3 Favoriser l'engagement dès le plus jeune âge dans les établissements scolaires et les ACM avec des actions éducatives à la citoyenneté.

L'ÉDUCATION



Nos propositions

- 1 Soutenir les projets d'éducation à la citoyenneté active dans les écoles, centres de loisirs, maisons de quartier, etc.
- 2 Favoriser l'émergence de tiers-lieux éducatifs associant jeunes, parents, éducateurs et acteurs locaux.
- 3 Soutenir les initiatives culturelles, sportives et scientifiques portées par les structures JEP comme leviers éducatifs.

LA JUSTICE SOCIALE



Nos propositions

- 1 Soutenir des structures locales d'accompagnement à l'emploi, en lien avec les missions locales et les associations d'insertion.
- 2 Mettre à disposition des jeunes des services municipaux de conseil et d'information sur les droits sociaux.
- 3 Favoriser la création de résidences ou logements passerelles pour les jeunes en mobilité, en insertion ou en situation de rupture.

LA SANTÉ



Nos propositions

- 1 Créer ou soutenir des espaces jeunes-santé associant professionnels, pairs et acteurs éducatifs (maison des jeunes, centre social, tiers-lieu).
- 2 Déployer des actions de prévention en santé mentale et sexuelle dans les établissements scolaires, les lieux de vie et dans la rue.
- 3 Mettre en réseau les structures associatives et les acteurs de santé pour favoriser l'orientation, la médiation et l'écoute des jeunes.

LE LOGEMENT



Nos propositions

- 1 Mettre à disposition des locaux vacants pour en faire des espaces de logement temporaire autogérés par les jeunes (ex : tiers-lieux, occupations transitoires encadrées).
- 2 Soutenir les colocations solidaires et intergénérationnelles, notamment en partenariat avec les associations.
- 3 Intégrer un critère “jeunesse” dans les politiques de logement social local (quotas, commissions spécifiques).

LA MOBILITÉ



Nos propositions

- 1 Informer et accompagner les jeunes vers les dispositifs de mobilité nationale et internationale via les Points Informations Jeunesse, les maisons de quartier, etc.
- 2 Mettre en place un pass mobilité locale jeunes pour accéder aux transports publics gratuitement.
- 3 Soutenir les ateliers d'auto-école sociale en lien avec les missions locales et les associations pour lever le frein du permis de conduire.

LE NUMÉRIQUE



Nos propositions

- 1 Créer ou soutenir des espaces numériques jeunes de proximité dans les maisons de quartier, centres sociaux ou tiers-lieux (accès libre, accompagnement, ateliers).
- 2 Soutenir des projets citoyens numériques portés par des jeunes (médias jeunes, podcasts...).
- 3 Financer des ateliers d'initiation au numérique animés par les associations locales, pour lutter contre l'illectronisme des 15-30 ans.

L'ENVIRONNEMENT



Nos propositions

- 1 Créer des espaces d'engagement écologique portés par les jeunes (jardins collectifs, repair cafés, ressourceries, zones de gratuité...).
- 2 Soutenir des ateliers citoyens sur l'écologie locale animés par des structures d'éducation populaire.
- 3 Accompagner la mise en œuvre de projets de sensibilisation environnementale dans les centres de loisirs, écoles, maisons de quartier.

LE VIVRE ENSEMBLE



Nos propositions

- 1** Créer et soutenir des espaces jeunesse inclusifs et sécurisants, co-animés avec des jeunes concerné·e·s (personnes racisées, LGBTQIA+, en situation de handicap...).
- 2** Adopter une charte municipale pour l'inclusion et la diversité, élaborée avec les habitant·e·s et les associations.
- 3** Soutenir les initiatives culturelles ou artistiques portées par des jeunes issus de groupes discriminés.

The background is a solid blue color. In the top-left corner, there is a dark blue abstract geometric shape. In the top-right corner, there is a light blue arrow pointing towards the top-right. In the bottom-left corner, there is a light blue abstract geometric shape. In the bottom-right corner, there is a light blue arrow pointing towards the bottom-right. A horizontal magenta band runs across the middle of the image, containing the text.

LA BOÎTE À OUTILS

Des outils pour faire vivre la parole des jeunes dans les communes

Les élections municipales sont un moment démocratique essentiel. Elles déterminent les politiques publiques les plus proches du quotidien : école, logement, espaces publics, mobilités, culture, engagement, santé. Pour les jeunes, c'est souvent à cette échelle que les décisions sont les plus visibles ou les plus absentes. Pourtant, les jeunesses restent peu associées aux débats et aux projets municipaux, et encore trop souvent invisibilisées dans les campagnes électorales. Avec cette campagne de plaidoyer, nous affirmons une conviction forte : les communes doivent être des lieux de dialogue et de co-construction avec les jeunes. Mais cela ne se décrète pas. Cela s'organise. Cela s'anime. Cela se construit localement, à partir des réalités de chaque territoire.

C'est pourquoi cette partie du guide rassemble des outils concrets pour vous aider à faire vivre cette campagne, à porter la parole des jeunes et à l'ancrer dans les spécificités de vos communes. Vous y trouverez :

- Des outils de récolte de la parole des jeunes et de formulation de propositions (animations participatives, questionnaires, ateliers d'idées).
- Des ressources pour organiser un événement avec des candidat·es, que ce soit un débat, une rencontre, une restitution publique ou une visite de terrain.
- Des outils de communication pour valoriser les propositions des jeunes : affiches, réseaux sociaux, visuels à adapter localement ;
- Des modèles de courriers, de mails ou d'interpellations directes à adresser aux listes candidates.

Ces outils sont adaptables à votre contexte. Car chaque commune est différente, chaque territoire a ses propres urgences, ses dynamiques, ses jeunes, ses obstacles. C'est justement cette diversité qu'il faut rendre visible, à travers les témoignages, les idées, les revendications issues du terrain.

En animant ces démarches dans vos structures, vous ne vous contentez pas de "faire participer" les jeunes. Vous créez des espaces où ils et elles peuvent rencontrer, débattre et interpeller celles et ceux qui écriront les politiques publiques de demain. Vous faites vivre l'éducation populaire comme un espace d'éducation politique, d'émancipation et de transformation démocratique.

Cette approche s'inscrit dans la continuité d'une démarche plus large, que le CRAJEP Hauts-de-France porte depuis plusieurs années : le dialogue structuré. Le dialogue structuré, tel que défini au niveau européen, est un processus qui vise à organiser des espaces de concertation entre les jeunes, les décideur·euses et les organisations de jeunesse, pour que les politiques publiques soient construites à partir des expériences et des besoins des jeunes eux-mêmes. En France, cette démarche a pris corps à travers le programme Provox, piloté au national par le CNAJEP, et décliné en région Hauts-de-France par le CRAJEP. D'abord expérimenté via l'événement « Bouge ta région ». Provox Hauts-de-France a permis à des milliers de jeunes de formuler des propositions concrètes sur des sujets aussi variés que la transition écologique, l'inclusion, la participation ou les solidarités. Ces propositions ont nourri des campagnes régionales, des restitutions devant des élu·es, des contributions aux politiques jeunesse européennes et locales.

Avec cette campagne municipale, nous prolongeons cette dynamique. Nous ne parlons pas de participation. Nous l'organisons. Nous la rendons possible. Et nous la faisons exister dans les lieux où elle est encore trop rare : les communes. Ces outils sont là pour vous aider à animer cette démarche. À vous de vous en saisir pour que la voix des jeunes trouve toute sa place dans les choix publics de vos territoires.

**Retrouvez l'action PROVOX
sur notre site internet
www.crajephdf.org**

PROVOX
LE DIALOGUE STRUCTURÉ EN HAUTS-DE-FRANCE

1

De la parole à la proposition : un atelier pour passer des préoccupations aux solutions

Cet atelier de 3 heures propose aux jeunes de partir de leurs vécus, émotions et expériences quotidiennes pour faire émerger leurs préoccupations et les transformer en propositions politiques concrètes. En s'appuyant sur des outils participatifs (photolangage, frise de parcours, porteur de parole), les participant-es identifient les enjeux qui les touchent, avant de passer à une phase de co-construction de propositions.

L'atelier favorise l'expression libre, la mise en confiance et l'appropriation de la posture citoyenne. Il pourra ainsi aboutir à un livrable collectif qui constituera une base solide pour interpeller les candidat-es aux élections municipales.

Objectifs :

- Favoriser l'expression des vécus, ressentis et préoccupations des jeunes.
- Identifier collectivement des problématiques liées à leur territoire.
- Construire des propositions concrètes en réponse à ces problématiques.
- Donner aux jeunes les clés d'une posture citoyenne et d'un pouvoir d'agir politique.

Matériel : voir pour chaque activité

Retrouvez les outils pédagogiques et les templates dont vous aurez besoin sur notre site internet :



Phase 1 : Explorer ses ressentis : le photolangage

Le photolangage est un outil d'animation qui utilise des images variées pour permettre aux jeunes d'exprimer leurs ressentis, préoccupations et rapports à leur territoire. Cet outil favorise l'introspection, libère la parole, et amorce une dynamique d'échange.

Matériel :

- Le Photolangage disponible en téléchargement sur notre site internet. (www.craje-phdf.org)
- Feuilles et stylos pour la prise de note.

Participants : Jusqu'à 20 jeunes.

Durée : 30 minutes

Déroulé de l'activité :

1 Introduction :

- Présenter brièvement l'objectif : « *Aujourd'hui, on va utiliser des images pour exprimer ce qu'on ressent dans notre vie de jeune ici : ce qui nous plaît, nous dérange, ce qu'on vit dans notre ville.* ».
- Préciser qu'il n'y a pas de bonne ou mauvaise réponse, et que chacun·e est libre de dire ce qu'il veut.

2 Choix de l'image :

- Étaler les images sur une table ou au sol.
- Inviter chaque participant·e à choisir une image en fonction de cette question : « *Qu'est ce qui vous plaît ou vous dérange dans la ville ?* ».
- Une fois l'image choisie, chacun·e garde sa carte avec lui/elle.

3 Expression individuelle (10-15 min) :

- Tour de parole : chaque jeune présente son image et explique ce qu'elle évoque pour lui/elle. Ex : « *J'ai choisi cette image parce que...* », « *Elle me fait penser à...* », « *Elle représente...* ».
- L'animateur·ice écoute activement, relance si besoin avec des questions ouvertes : « *Qu'est-ce qui te fait dire ça ?* », « *Tu vis ça souvent ?* », « *Tu es seul·e à ressentir ça ?* ».
- Pendant que les jeunes s'expriment, l'animateur·ice note discrètement les préoccupations évoquées sur des post-its ou un tableau (Ex : *isolement, transport, sentiment d'insécurité, manque d'espaces, etc.*).

4 Synthèse collective (5 min) :

- Relire ou afficher les mots-clés entendus.
- Demander : « *Est-ce que certains sujets se regroupent ?* », « *Est-ce que vous vous reconnaissez dans ce que d'autres ont dit ?* »

Phase 2 : Frise de parcours : explorer son vécu pour faire émerger des enjeux

La frise de parcours est un outil visuel et collectif qui permet aux jeunes de revenir sur leur quotidien, leurs expériences ou leur chemin de vie dans un territoire. En retraçant des moments marquants (positifs ou négatifs), elle aide à mettre en lumière des émotions, des obstacles ou des réussites, souvent révélateurs de problématiques sociales ou territoriales.

Cet outil favorise une prise de recul sur ce que les jeunes vivent, tout en valorisant la parole individuelle dans une dynamique collective. Il est particulièrement utile pour faire émerger des préoccupations concrètes à partir d'un vécu réel, en lien avec les politiques publiques.

Matériel :

- La carte vierge est disponible en téléchargement sur notre site internet. (www.craje-phdf.org)
- Post-its et stylos.
- Tableau blanc et vidéo-projecteur.

Participants : Jusqu'à 20 jeunes.

Durée : 30 minutes

Déroulé de l'activité :

1 Introduction (5 min) :

- Présenter l'objectif : « *On va retracer nos déplacements ici, pas seulement notre parcours scolaire, mais les différents endroits qu'on a visité dans notre ville/quartier cette dernière semaine, les endroits où on se sent bien, ou au contraire mal à l'aise.* »

2 Création de la frise (5 min) :

- Projeter la frise sur le tableau blanc ou la dessiner.
- Chacun-e reçoit des post-its pour s'exprimer.

3 Écriture individuelle (10-15 min) :

- Sur les post-its, chaque jeune inscrit :
 - Un moment positif (post-it vert).
 - Un moment négatif ou difficile (post-it rouge).
 - Ce qu'il/elle aimerait changer ou ce qui aurait pu améliorer la situation (post-it jaune à coller sur ses post-its rouges ou ceux des autres participant-es).
- Ils viennent coller leurs post-its sur la frise, à l'endroit correspondant au fur et à mesure.

4 Lecture et échanges collectifs (10-15 min) :

- L'animateur·ice lit à voix haute quelques post-its, en demandant aux jeunes s'ils souhaitent commenter ou approfondir.

Phase 3 : Porteur de parole : faire entendre ses idées et interpeller par l'affichage

Le porteur de parole est un outil d'expression publique qui permet aux jeunes de formuler des idées, revendications ou rêves à partir de phrases fortes. C'est une manière de visibiliser leur parole dans l'espace commun, tout en favorisant la prise de confiance et la capacité à prendre position. Dans cette animation, chaque phrase commence par "Si j'étais maire...", afin d'ancrer la réflexion dans une logique de pouvoir d'agir et de projection politique. Les jeunes peuvent partir de problématiques discutées en atelier, ou exprimer librement ce qui leur semble important de changer dans leur ville.

Matériel :

- Feuilles "Si j'étais maire..." disponibles en téléchargement sur notre site internet. (www.crajephdf.org).
- Gros feutres / marqueurs
- Pinces à linge, ficelle, scotch ou panneaux pour affichage

Participants : Jusqu'à 20 jeunes.

Durée : 30 minutes

Déroulé de l'activité :

1 Introduction (5 min) :

- Présenter l'outil : « *On va formuler des messages forts, comme si on pouvait s'adresser directement aux habitant·es ou aux candidat·es en poursuivant les phrases "Si j'étais maire" par quelque chose que vous voudriez faire dans la commune.* »
- Expliquer l'objectif : interpeller, rêver, proposer, dénoncer...
- Rappeler que les phrases peuvent partir des préoccupations exprimées dans les 2 activités précédentes, mais aussi être sans rapport.

2 Écriture individuelle (10-15 min) :

- Chaque jeune reçoit jusqu'à 3 feuilles.
- Consigne : écrire une idée par feuille, en lettres lisibles.
Exemples : « *Si j'étais maire, les bus seraient gratuits jusqu'à 30 ans.* »
- L'animateur·ice circule, encourage, aide à reformuler ou à clarifier les idées si besoin.

3 Affichage et mise en scène (5-10 min) :

- Les jeunes accrochent leurs feuilles dans la salle ou à l'extérieur (mur, corde, poteaux...)
- Possibilité de faire une lecture collective à voix haute ou un petit parcours de visite.

Phase 4 : Conseil municipal jeunes : écrire un programme pour les 100 premiers jours

À partir des préoccupations et idées exprimées précédemment, les jeunes se mettent dans la peau d'un conseil municipal pour co-construire un programme politique jeunesse de 10 propositions prioritaires à mettre en œuvre dans les 100 premiers jours de mandat. Ce jeu de rôle développe la posture citoyenne, le travail d'argumentation, le compromis et le sens des priorités. Il permet également de transformer des idées en véritables mesures politiques et de créer un livrable utilisable dans cette démarche de plaidoyer.

Matériel :

- Liste des préoccupations et propositions issues des ateliers précédents.
- 4 fiches rôles (maire, adjoints, conseiller·es, journalistes).
- 1 fiche par groupe : "Fiche proposition politique" (Nom, description, public concerné, objectifs...).
- Feutres, feuilles, affiches et gommettes pour le vote final.

Participants : Jusqu'à 20 jeunes.

Durée : 1h30

Déroulé de l'activité :

1 Introduction au jeu (10 min) :

➤ L'animateur·ice introduit la mise en situation : « Vous êtes un nouveau conseil municipal composé uniquement de jeunes. Vous avez 100 jours pour mettre en place les premières mesures. À vous de choisir les 10 propositions les plus urgentes, réalisables et justes pour améliorer la vie des jeunes. »

➤ Présenter les rôles (voir plus bas).

2 Répartition des rôles (5 min) :

➤ Le·la maire :

Le·la maire est le·la garant·e du bon déroulement du conseil municipal. C'est lui ou elle qui anime les échanges, donne la parole, veille à l'écoute mutuelle et à la régulation du temps. Son rôle est également de reformuler les propositions si besoin, de synthétiser les débats, et, en cas de blocage, de chercher un compromis, aboutir au consentement, proposer un vote ou bien de trancher. Le·la maire incarne la responsabilité politique et clôture la séance en présentant publiquement le programme final, soutenu par les journalistes. Il ou elle doit faire preuve de leadership bienveillant, d'écoute et de capacité de synthèse.

➤ Les adjoint·es au maire (2-4 personnes) :

Les adjoint·es, généralement entre deux et quatre selon la taille du groupe, ont chacun·e en charge un domaine spécifique : jeunesse, éducation, culture, mobilité, environnement, santé, etc. Leur rôle est de défendre activement les propositions liées à leur champ, d'apporter des arguments précis, de suggérer des regroupements entre les idées ou des améliorations, et de veiller à ce que les préoccupations prioritaires de leur domaine ne soient pas oubliées. Les adjoint·es participent pleinement au débat, tout en assumant une fonction de référent·e sur les sujets dont ils ou elles sont en charge.

➤ Les conseiller·es municipaux (6-10 personnes) :

Les conseiller·es municipaux forment le cœur du débat démocratique. Ce sont eux et elles qui proposent des idées, les défendent, les interrogent, les modifient et les comparent. Ils peuvent travailler en binômes pour porter une ou plusieurs propositions. Durant la séance, ils débattent activement des priorités à retenir, confrontent leurs points de vue, et participent au vote final permettant de retenir les dix mesures du programme des 100 jours. Leur rôle demande une forte capacité d'écoute, de coopération et de prise de décision collective.

➤ Les journalistes / rapporteur·ices (1-2 personnes) :

Un ou deux jeunes peuvent jouer le rôle de journalistes ou rapporteur·ices. Ils et/ou elles suivent attentivement les discussions, notent les propositions formulées et les arguments échangés. Ils et/ou elles peuvent intervenir pour demander des clarifications ou faire des rappels des échanges au groupe. À la fin du conseil municipal, ce sont eux qui présentent officiellement les dix propositions retenues, sous forme d'un discours, d'une conférence de presse ou d'un article.

3 Temps de lecture et sélection des propositions (20 min) :

➤ Les jeunes reçoivent la liste des propositions recueillies précédemment et se séparent en petits groupes ou en commissions (1 adjoint·e par groupe + les conseiller·es) où ils sélectionneront 3 à 5 idées qu'ils souhaiteraient défendre.

➤ Ils remplissent une fiche proposition politique par idée sélectionnée.

4 Débat en conseil municipal (30 min) :

➤ Tour à tour, les groupes présentent leurs propositions à l'ensemble du conseil.

➤ Le maire gère la prise de parole.

➤ Les autres adjoint·es et conseiller·es peuvent proposer des amendements, regrouper deux idées proches, ou s'opposer.

➤ Les journalistes prennent note des échanges et peuvent questionner.

5 Vote final : Les 10 mesures prioritaires (10 min) :

- Chaque participant-e reçoit 10 gommettes à coller sur les propositions qui auront préalablement été affichées et qu'il/elle soutient le plus .
- Les 10 idées les plus votées sont retenues pour former le programme des 100 jours.

6 Clôture et valorisation (10 min) :

➤ Le maire ou les journalistes lisent à voix haute les 10 ayant obtenu le plus grand nombre de votes

- L'animateur·rice clôture l'atelier : *« Aujourd'hui, vous avez agi comme des responsables politiques. Vous avez défendu vos idées, écouté les autres, fait des choix. Et surtout : vous avez prouvé que les jeunes peuvent décider pour eux-mêmes. Ces propositions vont être à présent inscrites dans ce flyer et seront communiquées aux candidat·es pour tenter de faire inscrire ces propositions dans leurs programmes. »*

2

Valoriser et communiquer sur les propositions faites par les jeunes

Une fois les propositions politiques formulées par les jeunes, il est essentiel de leur donner de la visibilité, de les partager largement, et de les faire circuler auprès des acteurs décisionnaires comme auprès des autres jeunes. Communiquer sur ces propositions, c'est reconnaître la parole des jeunes comme légitime et politique, et permettre qu'elle soit prise en compte dans les espaces publics, médiatiques et institutionnels.

Cette partie propose trois formats complémentaires pour valoriser les productions issues des ateliers :

- Un tract des 10 propositions, imprimable et diffusable localement
- Un template de carrousel pour les réseaux sociaux, adaptable selon vos contenus
- Une procédure de remontée au CRAJEP Hauts-de-France, afin de contribuer à une cartographie régionale des propositions des jeunes.

Ces outils sont conçus pour être simples, accessibles et adaptables à différents contextes. Ils permettent à chaque structure de s'approprier la démarche de plaidoyer, tout en participant à une dynamique collective à l'échelle régionale.

Retrouvez les outils de communications dont vous aurez besoin sur notre site internet :



1 Le flyer des 10 propositions :

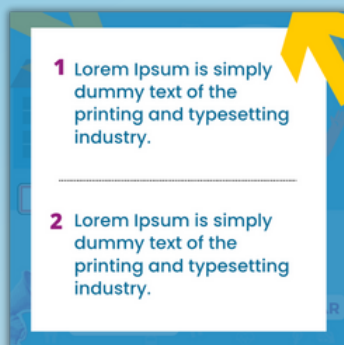
Ce support papier permet de synthétiser les 10 propositions prioritaires issues du conseil municipal jeunesse sous une forme claire, percutante et visuelle. Il peut être personnalisé, imprimé et distribué lors d'événements liés à la campagne municipale ou non, dans les structures jeunesse, en mairie...etc.



➔ **Personnalisez et téléchargez le flyer pour VOTRE commune**

2 Le carrousel réseaux sociaux :

Ce format de communication numérique permet de diffuser les propositions sur Instagram, Facebook ou LinkedIn via une série de visuels engageants. Le carrousel permet de mettre en valeur plusieurs propositions à la fois.



➔ **Personnalisez et téléchargez le flyer pour VOTRE commune :**

En description pour accompagner votre carroussel, nous vous proposons ce texte à copier - coller :

“ Partout en Hauts-de-France, des jeunes prennent la parole, identifient leurs priorités et construisent des propositions pour améliorer leur quotidien. Ce ne sont pas "nos idées pour les jeunes", ce sont leurs idées pour leur avenir. À travers ce processus de plaidoyer, nous défendons un principe simple mais fondamental : les politiques publiques qui concernent les jeunes doivent être faites avec eux et elles. ”

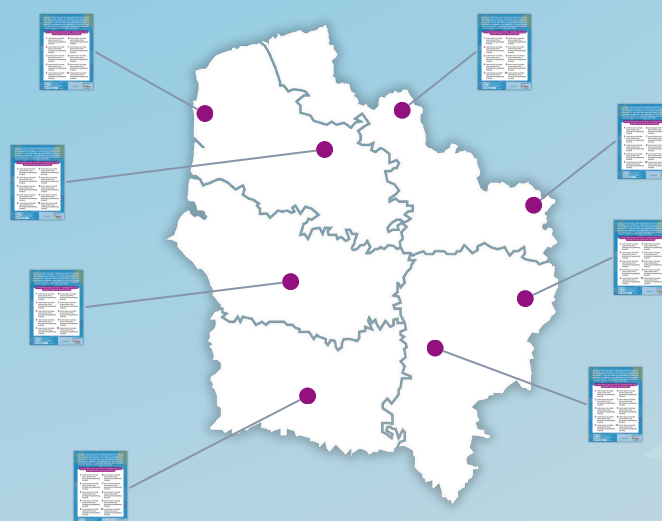
3 Faire remonter les propositions au CRAJEP Hauts-de-France :

Pour permettre un suivi régional et une mise en commun des propositions jeunesse à l'échelle des Hauts-de-France, une procédure simple de remontée est proposée. Ces contributions viendront alimenter une cartographie des propositions des jeunes qui sera visible sur le site du CRAJEP Hauts-de-France.

Chaque structure est invitée à transmettre par mail :

- Le tract final ou la liste des 10 propositions
- Quelques informations liées au groupe à l'origine des propositions (nom de la structure, commune, nombre et âge des jeunes mobilisés, dates de l'atelier)
- (Optionnel) Une ou deux photos de l'atelier (avec autorisation de diffusion)

➔ **Mail de contact : jeremy.williez@crajep hdf.org**



3

Interpeller les candidat·es & Inviter la presse

Les propositions formulées par les jeunes ont une véritable portée politique. Elles sont le fruit d'un travail collectif, d'une réflexion sur le quotidien, mais aussi d'une projection vers un avenir plus juste, plus solidaire, plus durable. Ces propositions doivent entrer dans l'espace public, interpeller, provoquer le débat, et si possible, influencer les choix politiques à venir.

À l'approche des élections municipales, il est essentiel de créer des espaces de dialogue direct entre les jeunes et les personnes qui se présentent pour gérer leur commune. En organisant un débat ou une rencontre publique avec les candidat·es, les jeunes deviennent acteurs et actrices de la démocratie locale. Ils et elles peuvent faire entendre leurs priorités, questionner les programmes, et exiger des engagements concrets.

Pour vous aider à organiser ce type de temps fort, cette partie du guide met à disposition deux documents personnalisables, simples à adapter à votre territoire :

- Un courrier d'invitation/interpellation à adresser aux candidat·es pour leur proposer de participer au débat.
- Un communiqué de presse pour informer les médias locaux et donner de la visibilité à la démarche.

Retrouvez les deux outils d'interpellation dont vous aurez besoin sur notre site internet :



1 Courrier d'interpellation :

Ce courrier a pour objectif d'inviter formellement les candidat·es aux élections municipales à participer à un débat public ou à une rencontre organisée par la structure de jeunesse et d'éducation populaire. Il peut être transmis par mail ou courrier postal, et personnalisé en fonction du contexte local.

Objet : Invitation à un débat avec les jeunes de *[Nom de la structure]* dans le cadre des élections municipales

Madame, Monsieur, Cher·e candidat·e,

Les prochaines élections municipales représentent une étape essentielle pour l'avenir de nos territoires. À cette occasion, les jeunes de *[Nom de la structure / commune]* ont exprimé leur volonté de participer activement au débat démocratique en formulant des propositions concrètes sur les politiques publiques qui les concernent.

Dans le cadre d'un cycle d'ateliers de réflexion et d'expression, nous avons réuni *[nombre]* jeunes âgé·es de *[à adapter : X à X]* ans autour d'un objectif clair : identifier leurs priorités, leurs besoins, mais aussi leurs idées pour améliorer la vie dans leur commune. Cette démarche a abouti à la co-construction d'un programme de 10 propositions prioritaires portant sur des enjeux comme *[exemples à adapter : la mobilité, l'accès aux loisirs et à la culture, la transition écologique, l'engagement citoyen, l'inclusion sociale, la prévention santé, ou encore les espaces publics]*.

Nous sommes convaincu·es que les politiques publiques locales gagnent en pertinence et en efficacité lorsqu'elles sont construites avec celles et ceux qu'elles concernent au premier chef. C'est pourquoi nous souhaitons créer une rencontre entre les jeunes et les candidat·es aux municipales de notre commune afin d'engager un dialogue transparent, ouvert et constructif.

C'est dans ce cadre que nous vous invitons à participer au débat public organisé par *[Nom de la structure]*, qui se tiendra le ***[Date à compléter]*** à ***[Horaire à compléter]*** au ***[Lieu à compléter]***.

Ce temps permettra aux jeunes de présenter leurs propositions, d'interpeller les listes en lice et de découvrir les réponses, engagements ou visions des candidat·es. Nous veillerons à ce que ce débat se déroule dans un cadre respectueux et équitable, garantissant la parole de chacun·e.

Votre présence serait pour nous un signe fort de reconnaissance et d'écoute envers la jeunesse locale, et un témoignage de votre attachement à une démocratie vivante et partagée. Dans l'attente de votre réponse, nous nous tenons à votre disposition pour toute précision complémentaire. Vous pouvez nous contacter par téléphone au *[à compléter]* ou par mail à *[à compléter]*.

Veillez recevoir, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations respectueuses.

[Signature]

➔ **Personnalisez et téléchargez ce courrier pour VOTRE débat.**

2 Communiqué de presse à destination des médias :

Le communiqué de presse vise à informer les journalistes locaux de la tenue du débat organisé avec les jeunes, et à susciter leur intérêt pour couvrir l'événement. Il permet également de donner une visibilité médiatique à la démarche, de valoriser la parole des jeunes et d'inciter d'autres acteur·ices à s'y intéresser.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Objet : À *[Nom de la commune]*, les jeunes interpellent les candidat·es aux municipales lors d'un débat public le *[date]*

Dans le cadre des prochaines élections municipales, les jeunes de ***[Nom de la structure]*** organisent un débat public avec les candidat·es aux élections municipales de ***[Nom de la commune]***, le ***[date]*** à ***[heure]***, à ***[lieu]***. Cet événement s'inscrit dans une démarche ambitieuse d'éducation populaire et de participation citoyenne, menée depuis plusieurs semaines avec un groupe de jeunes âgé·es de *[tranche d'âge]*.

Accompagné·es par des professionnel·les de la jeunesse et de l'animation, les participant·es ont réfléchi à partir de leur vécu, partagé leurs préoccupations et construit collectivement un ensemble de propositions concrètes pour améliorer leur quotidien. Cette démarche a permis de faire émerger dix priorités qu'ils et elles souhaitent soumettre aux candidat·es, dans un esprit de dialogue et de co-construction.

Le débat du *[date]* représente l'aboutissement de ce travail. Il permettra aux jeunes de présenter leurs propositions, d'interroger les personnes qui briguent la gestion de leur commune, et d'entendre leurs réponses et engagements. Cet échange se déroulera dans un cadre bienveillant et respectueux, pensé pour valoriser la parole des jeunes et leur permettre de prendre pleinement part à la vie démocratique locale.

À travers cette initiative, *[Nom de la structure]* souhaite rappeler que les jeunes sont des citoyen·nes à part entière, capables de formuler des idées, de proposer des solutions, et de participer aux décisions qui façonnent leur avenir. Ce débat est aussi une invitation faite aux candidat·es à prendre au sérieux la parole de la jeunesse, à la considérer non comme un supplément d'âme, mais comme une force politique à part entière.

L'événement est ouvert au public et à la presse. Il donnera lieu à des échanges riches, ainsi qu'à la diffusion d'un tract synthétisant les propositions formulées par les jeunes.

Contact presse :

[Nom – Prénom]

[Téléphone]

[Email]

[Nom de la structure – site web ou page réseaux sociaux]



Personnalisez et téléchargez ce communiqué pour VOTRE débat.

4

Débat public entre les jeunes et les candidat·es

Après un travail collectif d'identification des préoccupations et de formulation de propositions politiques, cette dernière étape vise à créer une rencontre directe entre les jeunes et les candidat·es aux élections municipales. Il s'agit de faire entendre les propositions construites par les jeunes, de les confronter aux engagements des personnes en lice, et de permettre un échange démocratique où la jeunesse prend toute sa place dans le débat local.

Ce débat est à la fois un temps de reconnaissance du travail mené, un espace d'interpellation citoyenne et une expérience concrète d'éducation à la démocratie. Il permet aussi de valoriser les engagements des candidat·es en faveur de politiques publiques co-construites avec les jeunes.

Le débat peut être organisé dans sa structure, ou un lieu accessible mis à disposition (mairie, salle des fêtes...), ouvert au public, à la presse, aux élu·es sortant·es, aux partenaires et à d'autres jeunes.

1 Accueil et présentation du débat (10 minutes) :

Un·e membre de l'équipe de la structure et/ou un·e jeune prend la parole pour introduire le débat : expliquer la démarche qui a été suivie, rappeler que les propositions ont été construites à partir des préoccupations des jeunes du territoire, poser les objectifs du débat (dialogue, écoute, engagement), son déroulement (organisation, rôles, durée...) et rappeler les règles de fonctionnement du temps (respect de la parole, temps de parole équitable...). C'est aussi le moment de remercier les participant·es, les partenaires et les candidat·es présent·es.

2 Présentation rapide des candidat-es (10-20 minutes) :

Chaque candidat-e est invité-e à se présenter brièvement : qui il/elle est, la liste qu'il/elle représente, les grandes lignes de son programme concernant la jeunesse (5 minutes maximum par personne). L'ordre de passage peut être tiré au sort ou déterminé à l'avance pour éviter toute ambiguïté.

3 Questions des jeunes (45 minutes) :

Ce temps est centré sur les questions préparées par les jeunes lors des ateliers en amont. Ces questions portent sur des thématiques qui les concernent directement (mobilité, écologie, accès aux droits, logement, culture, éducation, prévention, discrimination, engagement...). Un-e animateur-ric(e) (ou un binôme de jeunes) pose les questions aux candidat-es, qui répondent tour à tour. Chaque question fait l'objet d'un tour de parole équitable (3 minutes par candidat-e), avec possibilité de relance courte par les jeunes si besoin.

Si vous n'avez pas eu la possibilité de préparer de questions avec les jeunes en amont, ils et elles peuvent piocher des questions adaptées à leur territoire dans les propositions ci-dessous. Celles-ci peuvent être également modifiées :

- Comment comptez-vous intégrer les jeunes dans la construction des politiques publiques qui les concernent directement ? Quelle place leur donnerez-vous dans les décisions municipales ?
- Quels seront vos engagements pour améliorer l'accès des jeunes à des logements abordables et adaptés dans notre commune ?
- Comment faciliter l'accès aux transports publics pour les jeunes, en particulier les lycéen-n(es), étudiant-es, jeunes travailleur-s(es) ou en recherche d'emploi ?
- Quelle est votre vision pour renforcer l'engagement citoyen et associatif des jeunes à l'échelle de la commune ?
- Quelles politiques comptez-vous mettre en place pour lutter contre les discriminations (racisme, sexisme, LGBTQIA+phobies, validisme) vécues par les jeunes sur le territoire ?

- Comment rendre la commune plus inclusive et accessible pour les jeunes en situation de handicap ?
- Quels moyens donnerez-vous aux structures jeunesse (MJC, centres sociaux, foyers de jeunes...) pour qu'elles puissent accompagner, écouter et impliquer les jeunes durablement ?
- En matière d'écologie, comment comptez-vous associer les jeunes à la transition écologique de la commune ?
- Y aura-t-il plus d'espaces de loisirs et de convivialité pensés par et pour les jeunes ? Et si oui, comment seront-ils conçus ?
- Comment améliorerez-vous l'information des jeunes sur leurs droits, les dispositifs existants, et les aides dont ils peuvent prétendre ?
- Avez-vous prévu des actions précises pour accompagner les jeunes dans leur insertion professionnelle ou leur orientation scolaire ?
- Quels engagements prenez-vous pour lutter contre la précarité étudiante et la pauvreté des jeunes sur votre territoire ?
- Quelles actions culturelles envisagez-vous pour rendre la culture plus accessible aux jeunes, et soutenir leurs projets artistiques ?
- Comment envisagez-vous de favoriser l'expression des jeunes dans l'espace public, notamment à travers des événements, des expositions ou des initiatives citoyennes ?
- Pensez-vous créer un Conseil municipal des jeunes ou un autre dispositif de participation régulière et structuré ?
- Quelle sera votre politique en matière de santé mentale et de prévention (addictions, mal-être, harcèlement...) chez les jeunes ?
- Quelles mesures allez-vous prendre pour améliorer la sécurité des jeunes dans l'espace public, sans renforcer les logiques de contrôle ou de stigmatisation ?
- Comment comptez-vous lutter contre l'isolement des jeunes, notamment dans les quartiers ou les zones rurales ?
- En tant que futur·e maire, comment soutiendrez-vous les jeunes qui portent des projets (écologiques, solidaires, entrepreneuriaux, culturels...) ?
- Et si vous aviez 100 jours pour agir pour les jeunes, quelles seraient vos trois premières mesures concrètes ?

4 Présentation officielle des 10 propositions des jeunes (15 minutes) :

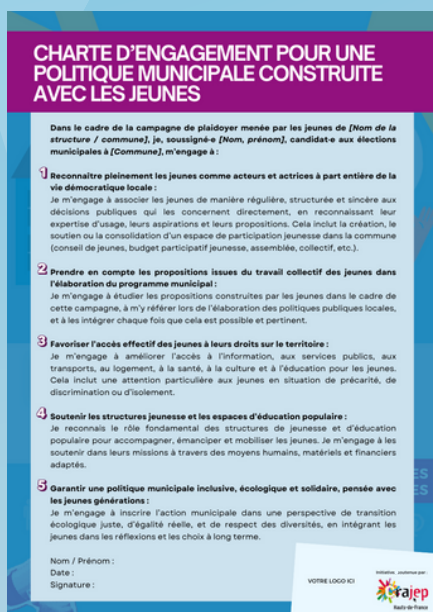
Un groupe de jeunes prend la parole pour présenter les 10 propositions issues de leur travail collectif. Le flyer imprimé peut être remis en main propre aux candidat·es. Ce temps peut également être ponctué par une lecture collective, une mise en scène, une vidéo ou tout autre support créatif réalisé par les jeunes.

5 Réaction des candidat·es aux propositions (15-20 minutes) :

Les candidat·es sont invité·es à réagir librement aux propositions formulées par les jeunes. Ils peuvent indiquer lesquelles ils ou elles souhaitent soutenir, intégrer à leur programme, ou approfondir. Il ne s'agit pas ici de débattre point par point, mais de permettre aux candidat·es de prendre position et de reconnaître la valeur des propositions citoyennes portées par les jeunes.

6 Clôture du débat (5-10 minutes) :

Un mot de conclusion peut être proposé par les jeunes et la structure. Ce moment permet de remercier les participant·es, de rappeler que les propositions resteront publiques, et de souligner que ce type de démarche participative a vocation à se renouveler. On peut également inviter les candidat·es à signer symboliquement une charte d'engagement de prise en compte des propositions et de publier une photo de cette signature sur les réseaux sociaux pour ancrer l'engagement, mais également à planifier une rencontre post-élections.



Personnalisez et téléchargez cette charte d'engagement sur notre site internet.

LE CRAJEP ET SON RÉSEAU

Ensemble pour la jeunesse et l'éducation populaire

Le Comité Régional des Associations de Jeunesse et d'Éducation Populaire (CRAJEP) des Hauts-de-France regroupe une diversité d'associations engagées dans de nombreux champs sur l'ensemble du territoire.

LES OBJECTIFS DU CRAJEP HDF

- ➔ **Promouvoir**, représenter et animer le réseau des Mouvements de Jeunesse et d'Éducation Populaire en favorisant l'information, la réflexion, la formation, la concertation et la coopération.
- ➔ **Consolider** notre rôle d'expertise sur les questions de Jeunesse par notre fonction de veille, d'analyse et de recherche, par nos partenariats et la capitalisation d'expériences
- ➔ **Accompagner** la structuration des initiatives innovantes et des expérimentations en faveur des Jeunes, dans une dynamique de développement et d'essaimage.

LE RÉSEAU DU CRAJEP HDF



Siège administratif: ESSpace, Parc de Beauvillé, 21 rue François Génin, 80000 AMIENS
Coordinateur R&D / Chargé de Plaidoyer : Jérémy Williez 07 88 28 32 41
jeremy.williez@crajep hdf.org | www.crajep hdf.org

Le CRAJEP est soutenu par :

